



LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société

AFFICHEZ CES PAGES

La compréhension, c'est contagieux!

Suivez-nous sur
facebook

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

Démystifier la dette publique

D'OÙ VIENT LA DETTE ?

Quand le gouvernement du Québec fait son budget, il prévoit des dépenses pour payer les fonctionnaires, les enseignants, les programmes sociaux de toutes sortes, la construction de routes, d'hôpitaux, etc. Tout cela coûte cher, mais le gouvernement peut aussi compter sur des revenus. Les taxes et les impôts des individus et celles des entreprises, les droits sur les permis de conduire, les taxes sur l'essence, etc. Si les dépenses sont supérieures aux revenus, le gouvernement affiche alors un déficit qui l'oblige à emprunter afin de rencontrer ses obligations. Les gouvernements empruntent fréquemment pour payer l'entretien ou la construction d'infrastructures. Comme les ménages et les entreprises le font pour l'achat d'une maison ou pour la construction d'une usine, l'État contracte des emprunts dont le paiement est étalé sur plusieurs années. Cela est tout à fait normal. À l'instar d'une maison ou d'une usine, les routes, les hôpitaux et les écoles ont une grande valeur et deviennent des actifs qui contribuent à leur tour à créer de la richesse.



DOIT-ON S'INQUIÉTER DE LA DETTE PUBLIQUE ?

Pas du tout ! Quand on compare la dette du Québec à celle de plusieurs autres pays parmi les plus développés du monde (Japon, France, Italie, etc.), on se rend bien vite compte que notre situation est même enviable. D'ailleurs, si nos finances étaient si mauvaises, les grandes agences internationales de crédit n'auraient certainement pas maintenu la cote de crédit du Québec l'an dernier.

POURQUOI S'ACHARNER SUR LA DETTE PUBLIQUE ?

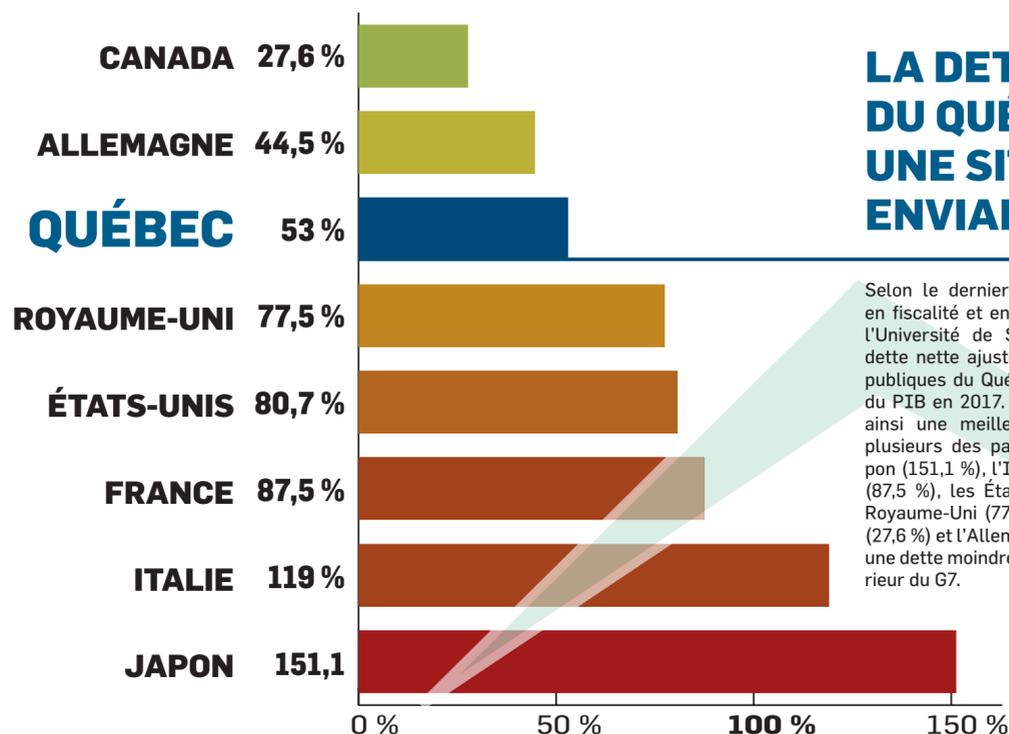
Ceux qui crient le plus fort pour diaboliser la dette sont les mêmes qui veulent à tout prix qu'on privatise davantage les services publics de santé et d'éducation par exemple. S'ils réussissent à faire croire que la dette est un « monstre à abattre à tout prix », le gouvernement allouera alors une plus grande part de ses revenus au remboursement de cette dette et devra, pour y arriver, diminuer ses dépenses dans les services publics. Avec moins d'argent, il deviendra évidemment plus difficile d'assurer la même qualité de services, et nous pourrions alors devoir être contraints d'accepter qu'une plus grande part de ces services soient dorénavant assurés par des entreprises privées. Il faut comprendre que pour ces entreprises et leurs actionnaires, mettre la main sur les services publics représente une « occasion d'affaires » au potentiel exceptionnel.



GÉRER LES FINANCES DANS L'INTÉRÊT COMMUN

Certes, le montant de la dette n'est pas négligeable, mais comme les chiffres le démontrent, notre situation est plutôt enviable. Loin de vivre au-dessus de nos moyens, nous disposons collectivement d'actifs dont la valeur dépasse largement celles de nos dettes. La dette publique ne serait donc qu'un « épouvantail » agité par certains pour légitimer des solutions inéquitables comme augmenter les tarifs d'électricité, la TVQ, et privatiser nos services publics. D'autres solutions existent pourtant si l'on souhaite soigner nos finances publiques dans l'intérêt de la collectivité. Des exemples ? Récupérer les milliards de dollars qui sont détournés chaque année dans les paradis fiscaux ; imposer équitablement les faramineux bonus que se versent les dirigeants des grandes compagnies ; augmenter l'impôt pour les revenus les plus élevés ; taxer les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) de ce monde. Les Québécois seraient probablement plus enclins à faire l'effort de se serrer la ceinture s'ils avaient la conviction que cet effort est partagé équitablement.

LA DETTE DU QUÉBEC : UNE SITUATION ENVIABLE !



Selon le dernier rapport de la Chaire en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke (2019), la dette nette ajustée des administrations publiques du Québec représentait 53 % du PIB en 2017. La province afficherait ainsi une meilleure performance que plusieurs des pays du G7, dont le Japon (151,1 %), l'Italie (119%), la France (87,5 %), les États-Unis (80,7 %) et le Royaume-Uni (77,5 %). Seuls le Canada (27,6 %) et l'Allemagne (44,5 %) auraient une dette moindre que le Québec à l'intérieur du G7.